

À l'intention du Président François Hollande en visite en Grèce

Publié le 18/02/2013 par panos



À Paris, le 18 février 2013

Monsieur le Président de la République Française,

Nous, étudiants et travailleurs grecs à Paris,

Nous, citoyens animés par le désir de démocratie, de justice sociale et

d'humanité, membres de différents collectifs ou militants à titre individuel,

Souhaitons attirer votre attention sur la portée de votre visite imminente en Grèce.

Le gouvernement grec poursuit une politique de démolition des droits sociaux acquis depuis des décennies et accélère la ruine économique du pays, plongeant des millions de citoyens grecs dans la détresse.

Cette entreprise néfaste, contraire aux règles parlementaires et constitutionnelles, ainsi qu'à de nombreuses décisions judiciaires de première instance ou de juridictions supérieures, s'effectue avec l'alibi de la situation d'otage dont argue ledit gouvernement et la caution d'instances étrangères – la fameuse « Troïka » : FMI, BCE et UE.

Ce même gouvernement se cache également derrière l'alibi éhonté de sa neutralité face aux agissements de bandes néonazies qui sèment le crime et la terreur au sein des villes grecques.

Tout cela est inacceptable.

Les chiffres exorbitants des taux de chômage et de la pauvreté ainsi que la baisse dramatique des revenus des ménages grecs témoignent d'une situation catastrophique.

Les images des rues d'Athènes aujourd'hui nous renvoient au cruel souvenir de la famine vécue lors de l'occupation allemande.

En témoignent les manifestations quasi quotidiennes du peuple dans les rues, les ports, les

autoroutes, les lieux de travail.

Depuis trois ans, on ne cesse de faire payer toute une population en lui retirant tout ce qui fait société.

Après la destruction de conditions de travail digne pour les travailleurs, ainsi que de services publics élémentaires tels que la santé et l'éducation, il est exigé de l'État qu'il vende tous les biens communs, l'eau, les forêts et les fonds de mer, les ports, les aéroports, les entreprises publiques et bien d'autres. Bref, tout ce que vous même appelez «des opportunités que les entrepreneurs français doivent saisir en Grèce» en vous faisant leur porte-parole.

Elles sont bien là, Monsieur le Président de la République Française, les conséquences du rêve selon lequel on aurait «trouvé une solution à la crise grecque ». Pensez-vous vraiment que « la page de la crise financière est en train de se tourner » ? Et comment la Grèce pourrait retrouver le chemin de la croissance, tant revendiqué par vous-même, après cinq ans de récession consécutive si les outils de croissance sont tous privatisés ?

Ces conséquences prennent des allures de cauchemar, qu'il faudrait arrêter avant que le réveil ne se produise sous la forme d'une terrifiante crise d'angoisse.

Nous craignons que votre visite n'apporte rien dans le sens d'une solution quelconque, dans le sens du soutien au peuple, pas plus que dans le sens d'une Europe démocratique et sociale.

La crise dite grecque a révélé une crise d'ensemble du système capitaliste. Et cela fait trois ans que l'on « soigne » le malade, mais personne n'a expliqué aux Grecs et aux Européens comment on en est arrivé là.

Pourquoi personne ne veut-t-il de commission indépendante d'audit de la dette?

Pourquoi ne pas vouloir remplacer les explications stéréotypées par une étude approfondie basée sur les faits, afin de mettre en pleine lumière les véritables causes, mécanismes et responsables ?

Nous vous demandons donc de prendre en compte les épreuves, les sentiments, les aspirations du peuple grec, qui, tout en étant à l'opposé de ceux du gouvernement actuellement en place, sont les seules bases sur lesquelles peut continuer à se construire l'amitié franco-hellénique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République Française, l'expression de notre désagrément le plus profond.

Initiative des étudiant-e-s et des travailleurs-euses grec-que-s à Paris